



Les Économistes atterrés

www.atterres.org

Sur le programme d'Anne Hidalgo

Virginie Monvoisin

28 mars 2022

Sommaire

I- L'urgence sociale : le travail, les sécurités sociales et l'éducation.....4

II- L'urgence écologique et la stratégie économique.....6

III- L'urgence démocratique, le régalién et la politique internationale.....7

Eléments de conclusion : L'approche générale et le budget.....8

Anne Hidalgo a annoncé sa candidature le 12 septembre 2021. Cette fois-ci, le Parti Socialiste n'a pas organisé de primaires pour la campagne présidentielle de 2022 et AH s'est imposée – avec le soutien du premier secrétaire Olivier Faure – dans un parti en pleine recomposition depuis les différents échecs électoraux et le départ de nombreux cadres (vers Emmanuel Macron notamment).

Le [programme](#) d'AH reprend [les grandes thématiques du parti](#), « l'émancipation individuelle, la redistribution des richesses, la préservation écologique, la souveraineté démocratique, la conquête de nouveaux droits ». Il se structure autour de sept volets : (1) commencer par revaloriser le travail ; (2) l'écologie, le combat du siècle ; (3) une république vivante, une démocratie continue ; (4) l'éducation pour bâtir notre avenir ; (5) nos nouvelles sécurités sociales ; (6) une république qui assure la justice, l'état de droit et la sécurité ; et (7) se donner les moyens de la reconquête économique par l'écologie. 70 mesures sont proposées ; leur nombre relativement limité et leur présentation (courte) visent sans doute à gagner en clarté.

L'ambition de la candidate est de répondre à « **l'urgence sociale, l'urgence écologique et l'urgence démocratique** ». Et si le premier thème abordé est donc la redistribution des richesses – conformément à ce que l'on peut attendre du Parti Socialiste –, la dimension écologique est très présente avec le quart des mesures avancées. Les propositions s'inscrivent donc dans **un projet pragmatique** dont l'horizon temporel est court (puisque'il faut répondre aux urgences). Ou plus précisément, le programme n'entend pas remettre en cause les mécanismes économiques et institutionnels actuels comme la régulation par le marché, ni ouvrir une réflexion sur les moyens de production. Les outils envisagés sont essentiellement l'outil fiscal (règle d'or climatique, TVA réduite), l'outil réglementaire (encadrement des loyers, restauration de l'autonomie des collectivités locales) et les investissements (logements, agriculture bio).

En revanche, les stratégies de long terme restent floues, le financement est parfois discutable et le projet n'indique pas quelles pourraient être les pistes de « l'émancipation individuelle », pourtant annoncée par le PS. Il ne se pose pas la question de la compatibilité entre l'urgence écologique, l'émancipation individuelle et le capitalisme. Cette note reprend les principales propositions de la candidate à travers les trois « urgences » afin d'en examiner les éléments fondamentaux et de souligner la nature de la philosophie globale du programme socialiste.

I/ L'urgence sociale : le travail, les sécurités sociales et l'éducation

« L'urgence sociale » est traitée principalement par le biais d'un train de mesures autour du travail et d'un autre autour « des nouvelles sécurités sociales » (auxquelles nous avons ajouté l'éducation). Il s'agit à la fois de revaloriser les revenus du travail et les transferts sociaux et de développer le système de protection sociale.

Le programme débute par un volet consacré à la revalorisation du travail qui passe par les mesures relatives aux montants des rémunérations et aux droits des salariés, mesures dont le coût total est estimé à 3 milliards d'euros, ce qui est très peu. Ce thème est présenté comme une *priorité absolue*.

Pour les rémunérations, la candidate propose d'**augmenter les salaires** (hausse de 15 % du SMIC, hausse des salaires des professions essentielles, obligation de renégocier les conventions collectives), de **limiter de 1 à 20 les écarts** de rémunération dans une entreprise et d'assurer l'égalité des salaires hommes/femmes.

Pour les droits, il s'agit de : changer le statut des travailleurs des plateformes, demander aux partenaires sociaux de négocier une assurance chômage universelle, améliorer l'indemnisation des indépendants et travailleurs précaires et démissionnaires, allonger les congés paternité à 16 semaines (dont 6 obligatoires), développer des comités d'entreprises pour les PME, rétablir les CHSCT. AH envisage surtout de changer la gouvernance des entreprises (pour celles qui ont plus de 1 000 salariés, avoir 50 % d'administrateurs salariés), sans en tirer complètement les conséquences en termes de changement d'objectifs des entreprises.

Par ailleurs, le programme ouvre une discussion sur le temps de travail à travers plusieurs mesures comme le temps de chômage transformé en temps de préparation du projet professionnel, la réduction du temps de travail dans les entreprises volontaires et la généralisation du compte épargne temps. Plus loin dans le programme, il est annoncé la sécurisation des transitions professionnelles, un soutien à la création **d'emplois aidés** et **d'emplois verts** pour les chômeurs et la généralisation de l'expérience « **territoire zéro chômeur de longue durée** ».

Le 5^{ème} volet du programme aborde « les nouvelles sécurités sociales ». Les propositions consistent pour beaucoup à « réparer » les services publics et à revenir sur les mesures de gouvernements précédents.

Pour la **santé**, AH revient sur le mode de tarification à l'acte, sur le *numerus clausus* et propose une revalorisation des salaires. L'hôpital ne sera plus géré en fonction de l'ONDAM mais d'objectifs nationaux de santé publique.

Pour **la retraite**, le programme prévoit un relèvement du minimum vieillesse à 1 000 euros, du minimum contributif à 1 200 euros, et un ajout de critères de pénibilités pour la retraite – avec un *statut quo* sur les régimes de retraite.

AH propose la création d'un service public de la petite enfance, avec en particulier la hausse de places de crèche portées de 470 000 à 600 000. AH propose la création d'un minimum jeunesse, assorti d'un accompagnement garanti et l'octroi à chaque jeune de 5 000 euros à 18 ans.

L'éducation est par ailleurs un volet à part dans le programme (4^{ème} volet) qui apporte ainsi un soin particulier à l'enseignement. Des propositions visent à une plus grande inclusion et à intégrer des nouvelles pédagogies. Mais pour l'essentiel, la revalorisation des salaires, le retour à une formation initiale complète, la fin de *Parcourssup*, un plan de rattrapage pour l'université et la création de places dans les formations les plus demandées consisteront, encore une fois, à « réparer » un service public qui a connu de nombreuses réformes.

Enfin, **le logement** fait également l'objet de mesures. La construction de logements sociaux sera portée à 150 000 par an et un encadrement des loyers est prévu dans les zones tendues. AH propose d'introduire une allocation logement complémentaire quand le loyer dépasse le tiers du revenu (sous condition de ressources).

Au-delà de la simple « réparation », le programme comporte quelques innovations et nouvelles orientations. Il met l'accent sur la santé mentale, le « choix d'une fin de vie digne », et l'ouverture d'une conférence de consensus sur la légalisation du cannabis. Enfin, dans le volet dédié à la vie démocratique, est annoncée une garantie de services publics dans les zones rurales grâce à la mobilisation des secrétaires de mairie et à des bus itinérants.

Le programme se veut clairement un soutien au pouvoir d'achat et affiche une volonté de réduire les inégalités. Le montant des nouvelles dépenses pour le travail monterait à 3 milliards d'euros, pour les « sécurités sociales » à 14 milliards et pour l'éducation à 14 milliards aussi. Pourtant, on peut regretter **quelques oublis**. Par exemple, pour la santé, l'hôpital est annoncé comme « le pilier de la santé des Français » mais ne bénéficierait pas de plan dédié (même si des dotations sont prévues).

En fait, on peut s'interroger sur la nature « des nouvelles sécurités sociales ». Les propositions, si elles sont bienvenues pour soutenir les plus fragiles, ne sont pas « nouvelles » à proprement parler. Il y a peu d'innovations en la matière. En outre, il est frappant que la candidate utilise peu le terme de « services publics » (quatre fois dans ses propositions). Si un effort est fait sur la protection sociale, le périmètre de l'action de l'État n'est pas réellement discuté. Par exemple, si des mesures visent à soutenir les moyens de transports individuels et décarbonés (avec un système de leasing social, la tarification des transports en commun sont

peu évoqués alors qu'elle est un facteur important d'inégalités (seuls les transports individuels et aériens sont évoqués), d'autant que le programme a des ambitions écologiques fortes. Plus largement, il n'est pratiquement pas envisagé d'étendre les compétences de l'État comme fournisseurs de biens et services publics (en nationalisant par exemple les autoroutes ou des banques).

Ainsi, le programme s'en tient bien à une ligne sociale-démocrate avec une réelle orientation sociale avec des mesures intéressantes sur le travail. En revanche, il évite les mesures trop radicales ou de rupture.

II/ L'urgence écologique et la stratégie économique

25 % des propositions du programme sont consacrées à « l'urgence écologique », propositions dont le coût est estimé à 15 milliards d'euros. Elles s'appuient sur la fiscalité, des investissements de grande ampleur et la réglementation et régulation des pratiques.

Pour la **fiscalité**, AH propose un « impôt de solidarité sur la fortune, climat et biodiversité » attaché une règle d'or climatique. Cette dernière consiste à sanctuariser les actions en faveur du climat en reversant cet ISF climatique à 50 % pour des dépenses accélérant la transition écologique et 50 % pour des mesures sociales. Par ailleurs, elle propose également une baisse de la TVA pour le train, le gaz et l'électricité, le reconditionnement des appareils électroniques, les produits issus du recyclage ou l'agriculture bio sans pour autant comporter de hausse de la taxe carbone. Concernant la réduction des inégalités, elle prévoit une forte hausse de la fiscalité sur les successions des très hauts patrimoines.

Les **investissements** recouvrent le projet d'une **planification écologique**, le passage à 100 % d'énergies renouvelables le plus vite possible (le nucléaire serait une énergie de transition), la création de 1 million de bornes électriques, la revitalisation du train et du transport fluvial, un **plan de rénovation énergétique** des logements, avec des crédits publics remboursés progressivement selon le niveau des revenus, des aides ciblées pour l'agroécologie, un **plan stratégique pour l'agriculture bio** et une augmentation du budget recherche contre la montée des eaux.

Pour **réglementer et réguler les pratiques**, AH avance de nombreuses mesures : consacrer les droits de la nature dans la Constitution, créer un crime d'écocide, viser la sobriété numérique, éduquer à l'alimentation et interdire la publicité vers les enfants. Pour assurer le « renouvellement des générations dans l'agriculture », un effort particulier sera fait pour soutenir les revenus agricoles, notamment en renforçant les organisations de producteurs et les collectifs d'agriculteurs pour stabiliser les revenus.

Par ailleurs, la **stratégie industrielle** est présentée conjointement avec des objectifs environnementaux. Quatre secteurs sont prioritaires : la santé, l'énergie, la mobilité et le numérique. Il s'agit à la fois de relocaliser les productions et de réduire les émissions de GES de 50 % dans l'industrie. Les aides aux entreprises seront conditionnées au respect de critères environnementaux et sociaux. Un objectif de 3 % du PIB dans la R&D est visé en privilégiant la recherche publique. Enfin, seront développées **l'Économie Sociale et Solidaire** grâce notamment à une réorientation des commandes publiques et la filière de l'économie circulaire grâce à un taux de TVA réduit.

Globalement, une **grande attention est portée à la question écologique** et des principes d'articulation avec l'économie sont établis ; les dimensions locale, nationale et internationale sont prises en compte et discutées. Ceci dit, pour l'ensemble des mesures annoncées, la candidate prévoit 15 milliards de dépenses supplémentaires. Cela semble bien peu pour ce volet prévoyant une planification écologique, un plan de rénovation énergétique, un plan stratégique pour l'agriculture et une stratégie industrielle. Même s'il est prévu l'augmentation de certaines recettes fiscales (ISF climatique, taxe « 1 % océans » sur les budgets publicitaires, surtaxe des placements financiers dans les énergies fossiles), il est difficile d'imaginer que cela suffise. De plus, certains des objectifs restent flous. Par exemple, la stratégie industrielle n'est pas spécifiée. S'agit-il de relocaliser uniquement les industries des quatre secteurs présentés ? Doit-on penser en termes de « secteurs essentiels » ou de « secteurs stratégiques » ? De plus, si un réel effort est là aussi fait pour une fiscalité plus progressive, il reste quelques zones d'ombre sur la hausse de l'impôt sur les revenus ou la remise en cause du Prélèvement forfaitaire unique sur l'épargne (soit une taxe unique sur les revenus du capital quel que soit la nature des placements ou la tranche d'imposition).

III/ L'urgence démocratique, le régalién et la politique internationale

L'urgence démocratique est le dernier axe du programme (3^{ème}, 5^{ème} et 7^{ème} volets). Ainsi, pour rétablir la confiance dans les institutions, AH s'appuiera sur des réformes institutionnelles fortes : le référendum d'initiative partagée (RIP) à un million de signature, la création d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC), le droit de vote à 16 ans, le droit de vote des étrangers pour les élections locales et la réforme des modes et modalités des scrutins (votes blancs, introduction de la proportionnelle, bons de la démocratie).

La culture et les médias apparaissent dans ce volet. L'ambition culturelle est incontestable et s'appuie sur plusieurs mesures de redynamisation de la production culturelle avec pour relais les institutions publiques (comme lieu de

diffusion par exemple). La candidate propose de lutter contre la concentration des médias et de soutenir le service public audiovisuel en contrepoint.

Pour les fonctions régaliennes de l'État, la candidate annonce d'abord un soutien à la défense (une loi de programmation militaire) et aux services de renseignement. Pour la police, l'effort sera dirigé vers la formation des agents et pour la justice vers le recrutement de magistrats et l'amélioration des moyens. Plus spécifiquement, la politique carcérale consistera en un plan de construction et un réexamen des alternatives à l'incarcération.

La candidate s'engage à lutter contre toutes les discriminations. Elle veut garantir un accueil digne pour les migrants et faciliter leur intégration.

Clairement très européen (« L'Europe est l'instrument de notre souveraineté »), le programme prévoit néanmoins de revenir sur le pacte de stabilité et sur la politique commerciale européenne. Il veut fournir de nouvelles ressources propres au budget européen : taxe sur les transactions financières les GAFAM, contribution carbone aux frontières, fraction de la TVA et impôt sur les sociétés. L'ambition est de mettre en place un agenda social, une TVA verte, une transition juste et des aides au développement plus importantes. Au niveau international, l'accent est mis sur la francophonie et les services consulaires et sur des actions en faveur de la santé et de la transition.

Là encore, les propositions visent à revenir sur des décisions (comme la réduction du corps consulaire) ou de réparer des services publics comme le parc carcéral. Les diagnostics sont d'ailleurs souvent pertinents – la concentration des médias devient de plus en plus problématique pour la vie démocratique. Or, si un chiffrage très général est donné – 4 milliards pour la justice, sécurité, démocratie et diplomatie –, il semblerait que cela soit largement insuffisant : rien que pour rénover le parc carcéral, cela supposerait plusieurs milliards d'euros alors même qu'il faudrait construire des établissements pour lutter contre la surpopulation dans les prisons. Idem pour les médias. La production de contenus audiovisuels est coûteuse et nécessite des investissements importants.

Ainsi, la candidate s'inscrit dans une perspective fédérale, européenne, et finalement appelle de ses vœux à la construction d'une Europe sociale, qui tarde à venir.

Éléments de conclusion : L'approche générale et le budget

Le programme a le mérite de comporter un chiffrage des dépenses estimées et des recettes attendues. Celui-ci est révélateur de l'approche de la candidate.

Nous l'avons dit, certaines des dépenses nous paraissent largement insuffisantes. Les recettes annoncées interrogent également. Les dépenses publiques défavorables à l'environnement sont nécessairement relatives à une action

publique (comme les aides au transport aérien ou aux logements neufs qui supposent une artificialisation des sols), qui certes a un impact négatif mais qui répond sans doute à un besoin. Il est donc question de ne plus répondre à ce besoin ? Ensuite, la réorientation des fonds européens ne constitue pas une nouvelle recette puisque c'est uniquement une réorientation.

Et enfin, le surplus de croissance générerait 10 milliards supplémentaires. Ici, se pose la dynamique et l'efficacité du modèle de croissance du programme. En fait, la candidate compte sur l'augmentation des bas salaires et des plans d'investissement (logement, transition écologique, réindustrialisation) pour avoir ces 10 milliards supplémentaires. Malheureusement, ce surplus de croissance paraît bien faible au vu des sommes engagées pour ces investissements – au moins 3 et 15 milliards pour les salaires et la transition écologique/réindustrialisation.

En revanche, ce chiffrage indique une réelle volonté de crédibiliser le programme. En effet, l'approche générale est fidèle aux grandes caractéristiques du Parti socialiste puisque les premières mesures concernent le travail et les bas salaires. Incarnant une gauche de gouvernement, l'objectif est davantage de rassurer et de communiquer que de proposer une rupture. Il y a quand même un net tournant écologique.

Estimation des recettes et des dépenses du programme

(proposée dans le programme, en milliards d'euros)

	Nouvelles dépenses	Nouvelles recettes
Travail	3	
Écologie et réindustrialisation	15	
Éducation et jeunesse	14	
Nouvelles sécurités sociales	14	
Justice, sécurité, démocratie et diplomatie	4	
ISF Climat et Biodiversité		5
Imposition des très hautes successions		8
Fiscalité des multinationales		6
Lutte contre la fraude fiscale		6
Réduction des dépenses néfastes à l'environnement		10
Réorientation des fonds européens du plan de relance		5
Recettes liées au surplus de croissance		10
Total	50	50

Les propositions d'AH sont cohérentes avec ce qu'elle représente au sein de son parti politique, la branche modérée. On note par exemple l'hésitation à parler du long terme – qui demande peut-être davantage de mesures de rupture dans les modes de vie – et même de développement, préférant utiliser l'expression de « croissance de qualité ». Mais quel est son positionnement exact face à la croissance et au développement ? On reste dans des mesures dont la portée est le court/moyen terme, sans rupture avec le modèle économique existant.

Le programme socialiste est proche des projets d'autres partis à gauche. *Le diagnostic de la situation sociale et environnementale est sans appel ainsi que la responsabilité du gouvernement sortant quant à cette situation.* Mais le positionnement de la candidate AH est parfois timide et peine à s'inscrire dans le temps long.